- 1. AOUT 1961

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 juillet 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 11 août 1953 relatif aux engagements et rengagements à la gendarmerie", a donné le 20 juillet 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 17e juli 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen bij de Rijkswacht", heeft de 20e juli 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie l'arrêté royal du 11 août 1953 relatif aux engagements et rengagements à la gendarmerie, principalement en ses dispositions qui ont trait aux limites d'âge fixées pour être admis à la gendarmerie.

\+

\+ +

L'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, notamment le chapitre VIII, modifié par la loi du 16 août 1958;".

\+

\+ +

La loi du 11 avril 1960 fixant les effectifs en officiers et en personnel subalterne de la gendarmerie est sans relation directe avec le projet. L'alinéa 3 du préambule peut être omis sans inconvénient.

\+

\+ +

L'intention du Gouvernement, telle qu'elle résulte des explications données par le délégué du Ministre, est de faciliter le recrutement non seulement de personnes ayant exercé les fonctions énumérées à l'article 2, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, mais également à celles qui ont exercé certaines fonctions après le 30 juin 1960 dans la République du Congo.

.../...

Le second considérant devrait, dès lors, pour refléter plus exactement cette intention, être rédigé comme suit :

"Considérant qu'il convient de faciliter le recrutement, notamment des personnes qui ont exercé certaines fonctions publiques en Afrique;".

L'article 2 donne lui aussi, à ce sujet, lieu à une observation (cfr. infra).

\+

\+ +

En prévoyant que les conditions qui doivent être remplies par un candidat pour être admis à contracter un engagement à la gendarmerie sont exigées également de celui qui désire contracter un rengagement, l'article 1er du projet entend par rengagement, celui qui est contracté par le militaire qui effectue ou a effectué son terme de milice ou par le militaire qui a déjà effectué du service comme engagé ou rengagé dans une force autre que la gendarmerie ; le rengagement du gendarme en activité de service ou de l'ancien membre du personnel de la gendarmerie est soumis aux conditions spéciales fixées par les articles 6 et 7 de l'arrêté que le projet modifie.

Il serait, dès lors, préférable de rédiger la phrase liminaire de l'article 1er de la manière suivante :

"Pour être admis dans la gendarmerie, le candidat qui n'y a pas encore effectué de service doit : ... ".

\+

\+ +

.../...

L'article 2, § 1er, déroge à la limite d'âge de 30 ans en faveur de certains agents ayant presté des services au Congo ou au Ruanda-Urundi.

Suivant les explications données par le délégué du Ministre, en citant les "membres du personnel de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi", le projet ne comprend pas les membres du personnel enseignant et scientifique; il s'indiquerait, dès lors, d'adopter la terminologie du projet de loi qui vient d'être voté par les deux Chambres législatives portant certaines mesures en faveur des agents du Congo "membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi".

\+

\+ \+

Ce projet de loi rapporte en son article 22 la loi du 27 juin 1960 auquel l'article 2, § 1er, se réfère quant à la liste des organismes d'intêrêt public qu'elle contient. Il est proposé en conséquence de renvoyer à l'énumération qui est faite à la disposition correspondante de ce projet de loi et de dire : "des agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes énumérés à l'article ... de la loi du ... ".

\+

\+ \+

.../...

Dans l'article 2, § 1er, alinéa 2, de la version française, les mots "de prester" peuvent être omis; ils sont d'ailleurs superflus. Quant à la version néerlandaise elle gagnerait à être rédigée comme suit :

"Voor deze afwijking komen in aanmerking zowel de tijdelijke en toegevoegde ambtenaren als de aanvullingsambtenaren, stagiairs en vastbenoemde ambtenaren, in zoverre zij hun diensten hebben stopgezet om een andere reden dan afzetting, ontslag van ambtswege, beëindiging van contract ingevolge grove tekortkomingen of enige soortgelijke maatregel, bepaald in hun statuut".

\+

\+ \+

Il résulte des explications qui ont été données par le délégué du Ministre de la Défense nationale que la dérogation prévue à l'article 2, § 1er, tout comme celle qui est prévue à l'article 6 est accordée non seulement à l'agent ayant exercé l'une ou l'autre des fonctions énumérées à l'article 2, § 1er, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, mais également à ceux qui auraient presté des services analogues, après le 30 juin 1960, dans la République du Congo.

Pour qu'aucun doute ne subsiste à cet égard, il est suggéré non seulement de modifier le "considérant", comme il a été dit ci-dessus, mais également de compléter l'article 2, § 1er, par l'alinéa suivant :

.../...

"Le bénéfice de cette dérogation peut être étendu par le Ministre de la Défense nationale aux agents ayant effectué, après le 30 juin 1960, du service au Congo, dans les administrations ou organismes cités ci-dessus ou dans celles ou ceux qui s'y sont substitués".

Il s'agit en l'occurrence de mesures individuelles.

\+

\+ +

L'article 2, § 2, prévoit une dérogation à la limite d'âge maximum, en faveur du "membre du corps expéditionnaire pour la Corée ou toute personne y assimilée".

Suivant les explications données par le délégué du Ministre, il faut entendre par personne assimilée au membre du corps expéditionnaire pour la Corée, celle qui a reçu une telle assimilation par l'arrêté royal n° 4 du 28 janvier 1953, rendant applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, diverses dispositions légales du temps de guerre.

Il y aurait lieu de préciser le projet sur ce point en complétant l'article 2, § 2, 2°, par les mots "par l'arrêté royal du 28 janvier 1953".

\+

\+ +

L'article 3, § 1er du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 1er. Seules les conditions fixées à l'article 1er, 1°, 4°, et 6°, sont d'application à l'engagement ou au rengagement des candidats officiers par la voie du cadre.

Ces candidats doivent réunir les mêmes conditions pour pouvoir être inscrits sur le tableau de classement, de la gendarmerie à l'issue des épreuves de recrutement".

+

\+ +

Les observations formulées concernant le liminaire de l'article 1er valent pour le liminaire de l'article 5 qui devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Pour être admis dans la gendarmerie, comme maréchal ferrant, le candidat qui n'y a pas encore effectué de service doit ... ".

+

\+ +

.../...

L'article 6 du projet remplace l'article 7 de l'arrêté royal du 11 août 1953.

Le § 2 de cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 2. Par dérogation au § 1er, 2°, la limite d'âge de 35 ans est, avec un maximum de 5 ans, relevée de la durée des services effectifs accomplis par l'intéressé, après son départ de la gendarmerie, au Congo ou au Ruanda-Urundi, en l'une des qualités énumérées à l'article 2, § 1er, et des périodes qui y sont assimilées par son statut; le bénéfice de cette dérogation est soumis aux conditions fixées à l'article 2, § 1er, alinéa 2".

+

\+ +

Les huit premiers articles du projet appellent une observation générale de forme.

Des modifications sont apportées à huit des onze articles qui forment le chapitre Ier "Des conditions d'engagement et de rengagement" de l'arrêté royal du 11 août 1953.

Pour rendre plus facile l'insertion du projet dans cet arrêté, il est suggéré de reprendre les articles du chapitre Ier qui ne sont pas modifiés et de remplacer le chapitre Ier en son entier.

.../...

L'article 1er du projet pourrait alors débute par le liminaire suivant :

"Article 1er. -

Les articles constituant le chapitre Ier de l'arrêté royal du 11 août 1953 relatif aux engagements et rengagements à la gendarmerie sont remplacés par les articles suivants :

"Article 1er. ...

Article 2. ...

Article 3. ... ".

Dans ce système, les articles 9 à 13 du projet deviendraient les articles 2 à 6.

Het ontwerp wijzigt het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen bij de Rijkswacht, vooral dan de bepalingen betreffende de leeftijdsgrenzen voor opneming in de Rijkswacht.

\+

\+ +

Het eerste lid van de aanhef dient te worden gelezen als volgt :

"Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957, inzonderheid op hoofdstuk VIII, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958;".

\+

\+ +

De wet van 11 april 1960 tot vaststelling van de getalsterkte aan officieren en lager personeel van de Rijkswacht staat niet in rechtstreeks verband met het ontwerp. Het derde lid van de aanhef kan zonder bezwaar vervallen.

\+

\+ +

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt de Regering de werving te vergemakkelijken, niet alleen van hen die de in artikel 2 genoemde ambten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi hebben uitgeoefend, maar ook van hen die na 30 juni 1960 sommige ambten in de Republiek Congo hebben uitgeoefend.

Om deze bedoeling beter tot uiting te brengen, stelle men de tweede considerans als volgt :

"Overwegende dat het geraden is, de werving te vergemakkelijken, inzonderheid van hen, die sommige openbare ambten in Afrika hebben uitgeoefend ;".

In dit opzicht is ook bij artikel 2 een opmerking te maken (zie verder).

\+
\+ \+

Waar artikel 1 van het ontwerp bepaalt, dat de voorwaarden waaraan een kandidaat moet voldoen om een dienstneming bij de Rijkswacht te mogen aangaan, ook gelden voor hem die een wederdienstneming wenst aan te gaan, verstaat het onder wederdienstneming die welke wordt aangegaan door de militair die zijn diensttijd volbrengt of volbracht heeft, of door de militair die krachtens een dienstneming of wederdienstneming reeds dienst heeft gedaan in een ander krijgsmachtdeel dan de Rijkswacht ; voor de wederdienstneming van de Rijkswachter in werkelijke dienst of van het gewezen lid van het Rijkswachtpersoneel gelden de bijzondere voorwaarden vastgesteld in de artikelen 6 en 7 van het door het ontwerp te wijzigen besluit.

.../...

Het ware derhalve verkieslijk de inleidende volzin van artikel 1 te lezen als volgt :

"Om in de Rijkswacht te worden opgenomen, moet de kandidaat, die er nog geen dienst heeft gedaan : ...".

+

+ +

Artikel 2, § 1, wijkt van de grensleeftijd van 30 jaar af ten behoeve van sommige ambtenaren, die diensten hebben verricht in Congo of in Ruanda-Urundi.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt het ontwerp met de "leden van het personeel van de officiële universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi" niet de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel ; daarom gebruike men bij voorkeur de terminologie van het pas door beide Wetgevende Kamers goedgekeurde ontwerp van wet houdende sommige maatregelen ten voordele van de ambtenaren in Congo : "... van het bestuurs-, meesters- en gespecialiseerd personeel van de officiële universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi".

+

+ +

.../...

Artikel 22 van genoemd ontwerp van wet trekt de wet van 27 juni 1960 in, waarnaar artikel 2, § 1, verwijst voor de daarin vermelde lijst van instellingen van openbaar nut. Derhalve wordt voorgesteld, te verwijzen naar de overeenkomstige bepaling van dat ontwerp van wet en de tekst te lezen als volgt : "de beambten van de ondergeschikte openbare machten en van de in artikel ... van de wet van ... genoemde instellingen".

\+

\+ +

In artikel 2, § 1, tweede lid, van de Franse tekst schrappe men de woorden "de prester", die trouwens overbodig zijn. Wat de Nederlandse versie betreft, leze men deze als volgt :

"Voor deze afwijking komen in aanmerking zowel de tijdelijke en toegevoegde ambtenaren als de aanvullingsambtenaren, stagiairs en vastbenoemde ambtenaren, in zoverre zij hun diensten hebben stopgezet om een andere reden dan afzetting, ontslag van ambtswege, beëindiging van contract ingevolge grove tekortkomingen of enige soortgelijke maatregel, bepaald in hun statuut".

\+

\+ +

.../...

Volgens de gemachtigde van de Minister van Landsverdediging, wordt de in artikel 2, § 1, evenals trouwens de in artikel 6 bedoelde afwijking niet alleen verleend aan ambtenaren die een van de in artikel 2, § 1, genoemde ambten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi hebben uitgeoefend, maar ook aan hen die na 30 juni 1960 soortgelijke diensten in de Republiek Congo hebben verricht.

Om iedere twijfel daaromtrent weg te nemen, wordt de wenk gegeven, niet alleen de "considerans" te wijzigen, zoals hiervoren is gezegd, maar tevens artikel 2, § 1, aan te vullen met een als volgt te lezen lid :

"De Minister van Landsverdediging kan deze afwijking ook toepassen ten voordele van ambtenaren die na 30 juni 1960 in Congo dienst hebben gedaan in de hiervorengenoemde besturen of instellingen of in die welke in de plaats daarvan zijn gekomen".

In dat geval zal het om individuele maatregelen gaan.

\+

\+ \+

Artikel 2, § 2, bevat een afwijking van de maximum grensleeftijd ten behoeve van het "expeditiekorps voor Korea of elk ermee gelijkgestelde persoon".

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet onder de met het lid van het expeditiekorps voor Korea gelijkgestelde persoon worden verstaan, degene die zodanige gelijkstelling heeft verkregen door het koninklijk besluit nr 4 van 28 januari 1953 waarbij verschillende in oorlogstijd geldende wetsbepalingen op de leden van het expeditiekorps voor Korea van toepassing worden verklaard.

Het ontwerp moet op dit punt worden verduidelijkt door aanvulling van artikel 2, § 2, 2°, met de woorden "voor elk ermede bij het koninklijk besluit van 28 januari 1953 gelijkgestelde persoon".

\+

\+ \+

Artikel 3, van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"<u>Artikel 3.-</u>

§ 1. Voor de dienstneming of wederdienstneming van kandidaat-officieren langs het kader gelden alleen de voorwaarden van artikel 1, 1°, 4° en 6°.

Deze kandidaten moeten dezelfde voorwaarden vervullen om na afloop van de wervingsexamens te kunnen worden ingeschreven op de ranglijst van de Rijkswacht.

.../...

§ 2. De leerling-officieren die voor het uitgangsexamen van de Koninklijke Militaire School zijn geslaagd, kunnen hun aanwijzing voor de Rijkswacht slechts bekomen indien ze de voorwaarden van artikel 7, 1°, 4° en 6° vervullen".

Het slot van artikel 4 kan beter worden gelezen als volgt : "... waarin vermeldt wordt waarom de niet-overleden vader of moeder niet kunnen optreden".

\+
\+ \+

De opmerkingen bij de inleidende volzin van artikel 1, gelden ook voor die van artikel 5, welke kan worden gelezen als volgt :

"Om als hoefsmid in de Rijkswacht te worden opgenomen, moet de kandidaat die er nog geen dienst heeft gedaan : ...".

In het voorgestelde artikel 5, 3°, vervange men het woord "modaliteiten" door "regels".

\+
\+ \+

Artikel 6 van het ontwerp vervangt artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1953.

Paragraaf 2 van dit artikel kan beter worden gelezen als volgt :

.../...

"§ 2. In afwijking van § 1, 2°, wordt de grensleeftijd van 35 jaar ten hoogste 5 jaar verhoogd met de duur van de werkelijke diensten welke de betrokkene, na zijn vertrek uit de Rijkswacht, in Congo of in Ruanda-Urundi heeft volbracht in een van de hoedanigheden in artikel 2, § 1, opgesomd, en met de duur van de perioden die ermede gelijkgesteld zijn door zijn statuut ; opdat deze afwijking kan worden toegestaan, moeten de voorwaarden van artikel 2, § 1, tweede lid, vervuld zijn".

\+

\+ \+

Bij de eerste acht artikelen van het ontwerp is een algemene vormopmerking te maken.

Wijzigingen worden aangebracht in acht van de elf artikelen, die hoofdstuk I "Voorwaarden waaronder een dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis kan worden aangegaan" vormen in het koninklijk besluit van 11 augustus 1953.

Voor een vlottere invoeging van het ontwerp in genoemd besluit, wordt voorgesteld, de ongewijzigde artikelen van hoofdstuk I over te nemen en genoemd hoofdstuk in zijn geheel te vervangen.

.../...

De inleiding van artikel 1 ware dan te lezen als volgt :

"Artikel 1.-
De artikelen die hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen bij de Rijkswacht vormen, worden door de volgende artikelen vervangen :

"Artikel 1. . . .

Artikel 2. . . .

Artikel 3. . . . ".

Op die wijze worden de artikelen 9 tot 13 van het ontwerp de artikelen 2 tot 6.

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	A. MAST,	conseillers d'Etat,	
	P. DE BOCK,	raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	J. LIMPENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.